



Union des Patrons et des Professionnels Juifs de France

Email : upjf@piximel.com

**COMMUNIQUE
DE
L'UNION DES PATRONS ET DES PROFESSIONNELS JUIFS DE
FRANCE**

Le 9 novembre 2004

**ARTICLE DE LA « JEWISH TELEGRAPHIC AGENCY » SUR LES
RELATIONS ENTRE L'UPJF ET L'AMERICAN JEWISH CONGRESS**

Vous trouverez ci-dessous un article publié par l'agence de presse américaine « Jewish Telegraphic Agency », le 1^{er} novembre, juste avant la réélection de Georges Bush.

Cet article revient notamment sur trois éléments importants :

- Le récent déplacement à Paris d'une délégation de l'American Jewish Congress, dirigée par Jack Rosen, au cours de laquelle elle a rencontré plusieurs membres du Gouvernement.
- Le grand succès remporté par la Conférence sur l'antisémitisme organisée par l'UPJF le 24 octobre dernier.
- Les relations entre l'UPJF et l'American Jewish Congress.

Déçu par la représentation des Juifs en France, un groupe français établit des liens avec l'AJCongress, par Philip Carmel

Paris, le 1^{er} novembre 2004, des politiciens français de premier plan et même un ministre du gouvernement viennent de participer à une conférence sur l'antisémitisme qui s'est tenue à Paris, mais la star de cet événement fût le visiteur qui avait traversé l'atlantique spécialement pour l'occasion.

Jack Rosen, Président de l'American Jewish Congress, a fait le déplacement dans la capitale française pour rencontrer des membres du Gouvernement, mais également pour sceller un accord de coopération signé plus tôt dans l'année entre l'AJCongress et l'Union des Patrons et Professionnels Juifs de France.

Selon cet accord, l'AJCongress fournit une aide logistique et financière à l'UPJF, une organisation qui se définit comme le prototype même d'une organisation juive de lobbying en France.

Association Loi 1901

Siège social : 12 rue Notre Dame des Victoires – 75002 Paris
Tél. : 01 41 83 03 88 – Fax : 01 41 83 84 73 – upjf@piximel.com

Rosen s'est adressé à la salle bien remplie qui assistait à la Conférence sur l'antisémitisme, le 24 octobre dernier, juste après que la délégation qu'il conduisait ait rencontré des victimes d'attaques anti-juives grâce à un groupe sponsorisé par l'UPJF, le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme.

Comme l'UPJF, le Bureau de vigilance considère que le leadership traditionnel de la Communauté juive de France a réagi de façon insuffisante face à la récente vague d'antisémitisme en France.

L'AJCongress avait appelé au boycott du Festival de Cannes en 2002. Depuis cet événement, les relations entre le Congress et le CRIF, l'organisation représentative des Juifs de France étaient sensiblement froides.

Rosen affirme qu'il ne regrette en rien la campagne agressive contre l'antisémitisme en France et est heureux de revendiquer sa responsabilité dans ce qu'il voit comme une attitude plus agressive des leaders juifs français depuis 2002.

« Nous avons touché le point sensible. Le CRIF ne réagissait pas avant. Maintenant, il a changé d'attitude. Nous l'avons aidé à arriver à cette conclusion » a dit M. Rosen. Le Président du CRIF, Roger Cukierman s'est retenu de faire tout commentaire public sur l'AJCongress, bien qu'il les ait mentionné, dans le passé, comme « n'étant pas l'organisation juive américaine la plus importante ».

Les relations entre le CRIF et l'American Jewish Committee sont bien plus étroites et les représentants du CRIF sont toujours présents quand les leaders de l'AJCommittee rencontrent des ministres du gouvernement français.

Rosen et Cukierman se sont brièvement parlés au téléphone durant la visite de l'AJCongress, mais la délégation de l'AJCongress n'a pas rencontré les responsables du CRIF.

Le Vice président de l'UPJF, Claude Barouch, conteste le fait que son organisation soit devenue une sorte d'opposition officielle aux principaux groupes communautaires juifs français. Mais il a dit à la JTA « qu'il est difficile de changer les choses quand la Communauté juive est contrôlée par seulement trois institutions », en référence au CRIF, au Fonds Social Juif Unifié et au Consistoire.

Barouch est moins enclin à qualifier son organisation de « lobby », un terme à connotation péjorative en France et dans d'autres pays en Europe. Néanmoins, il a affirmé à la JTA que « notre rôle est de faire bouger les choses ».

« Nous sommes un groupe de pression. Nous voulons que les Juifs s'impliquent dans le processus politique. Il n'y a rien d'inacceptable à cela » dit-il.

De son côté, Rosen affirme qu'il est « heureux de faire bénéficier l'UPJF de l'expérience des organisations juives américaines. »

La relation entre les deux groupes a provoqué un orage dans la presse juive française, avec un article dans le seul hebdomadaire juif français, Actualité Juive, laissant entendre que l'UPJF utiliserait 400 000 \$ en provenance de l'AJCongress pour financer des campagnes électorales et soutenir des candidats.

Association Loi 1901

Siège social : 12 rue Notre Dame des Victoires – 75002 Paris
Tél. : 01 41 83 03 88 – Fax : 01 41 83 84 73 – upjf@piximel.com

Hervé Giaoui, le Président de l'UPJF avait alors fermement réagi en contestant toute intention de financer des candidats et en contestant que l'AJCongress ait donné à l'UPJF une somme si importante.

Dans la mesure où de nombreuses organisations juives communautaires souffrent d'un problème d'argent, ces 400 000 \$ sont plutôt embarrassants pour l'UPJF. Les responsables de l'organisation ont affirmé avoir reçu aux alentours de 70 000 \$, qui, selon Barouch, seraient utilisés pour « la formation et la logistique ».

Rosen a affirmé à la JTA que la somme est « substantiellement supérieure » à 70 000 \$. JTA a appris que ces 70 000 \$ constituaient juste le premier versement sur un total proche de celui suggéré dans l'article de l'hebdomadaire français.

Les responsables de l'AJCongress rappellent que l'accord contient « une sonnette d'alarme » empêchant cet argent d'être utilisé pour le financement de campagnes politiques, mais reconnaissent qu'il sera difficile « de calculer ou ira chaque centime ».

Quoi qu'il en soit, l'influence de Rosen sur la scène française pourrait transcender l'argent que donne son groupe. Il est dans une position inhabituelle : celle d'être courtisé par les officiels français qui pensent, selon les télégrammes diplomatiques qu'ils reçoivent de Washington, que le Président Bush sera réélu. Et un officiel français décrit Rosen comme « le Juif le plus proche de Bush ».

Cela l'a aidé à organiser de longs entretiens avec des Ministres français de premier plan, ce qui n'avait pas été le cas lors des précédentes visites de l'AJCongress. Des représentants de l'UPJF étaient également présents lors de ces entretiens.

Certains observateurs juifs en France considèrent que l'on devrait faire plus pour augmenter l'influence des Juifs là où sont concentrés les pouvoirs européens, à Paris et à Bruxelles.

Mais Michel Zerbib, animateur d'un talk show populaire et chroniqueur politique sur une radio juive française affirme que le concept d'un lobby juif en France est « très mal considéré ».

L'UPJF « devient impliquée dans des questions sérieuses » dit-il, « mais crier 'Am Israël Hai' et appeler à la création d'un lobby juif ne constitue pas la bonne façon d'agir devant des audiences non juives ».

Bien que l'UPJF soit essentiellement une organisation française, elle est de plus en plus active au niveau européen. Durant la visite de l'AJCongress, Rosen et les leaders de l'UPJF ont rencontré les législateurs européens à Strasbourg.

Ces activités européennes apparaissent aussi comme une riposte aux récentes critiques en provenance de l'Ambassade d'Israël à Paris, sur les activités de lobbying en France et en Europe, sponsorisées par les Etats-Unis. Ces critiques incluent une lettre de Nissim Zvili, l'Ambassadeur d'Israël à Paris, adressée au Ministère israélien des Affaires étrangères, se plaignant des activités de lobbying menée en Europe, avec le soutien Etats-Unis.

Un officiel de l'AJCongress affirme que l'UPJF « s'est améliorée » cette année, mais que si elle souhaitait devenir un groupe de lobbying performant elle devrait apprendre à soutenir des

Association Loi 1901

Siège social : 12 rue Notre Dame des Victoires – 75002 Paris
Tél. : 01 41 83 03 88 – Fax : 01 41 83 84 73 – upjf@piximel.com

candidats de tous les bords de l'échiquier politique. Cela constituerait un changement pour l'UPJF, qui, jusqu'à présent, est considéré proche des candidats conservateurs de l'UMP du Président Chirac.

Un des fondateurs de l'UPJF, Nicole Guedj, est aujourd'hui ministre dans le Gouvernement. Ce qui n'a pas empêché la ministre Guedj d'être sifflée lors la conférence sur l'antisémitisme, au moment où elle défendait l'action du Gouvernement.

Durant les récentes élections régionales et européennes en France, l'UPJF a encouragé les électeurs à punir le Parti Socialiste – le principal parti d'opposition – en conséquences des positions anti-israéliennes prises par certains de ses adhérents.

Les Socialistes ont effectué de bons scores au niveau national dans ces deux élections, mais leur succès a été moindre en région parisienne, ce que certains ont analysé comme résultant de l'absence de soutien de la communauté juive.

Barouch affirme que l'UPJF est prête à soutenir des candidats de gauche si leur politique est considérée comme allant dans le sens des intérêts de la Communauté. Il reste néanmoins, la perception d'un déséquilibre politique dans les activités de lobbying de l'UPJF, accentué par ses liens avec l'AJCongress d'une part et, d'autre part, il est dû à l'important soutien financier que Rosen apporte à Bush dans sa campagne de ré-élection.

Contact :

UPJF 01-41-83-03-88

upjf@piximel.com

Association Loi 1901

Siège social : 12 rue Notre Dame des Victoires – 75002 Paris
Tél. : 01 41 83 03 88 – Fax : 01 41 83 84 73 – upjf@piximel.com